

## Réflexions pour l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques

### 15ème Conférence stratégique annuelle

#### Le développement durable, nouvel enjeu géopolitique ?

Mardi 4 et Mercredi 5 mai 2010

Bonjour. Je remercie l'IRIS pour son invitation à cette fort intéressante conférence. Pour développer mon propos, j'ai cherché à répondre à la question: Les Etats-Unis prennent t'ils en compte le changement climatique et les problèmes liés à la compétition pour les ressources naturelles dans leur stratégie sécuritaire.

La réponse est tout simplement: Oui, nous prenons en compte ces problèmes ; aussi bien dans nos analyses et prévisions des services de renseignement, que dans nos efforts diplomatiques et pour le développement économique. Pour aujourd'hui je limiterai mon intervention à quelques rapports récents liés au Renseignement et à la Sécurité.

Si notre réflexion sur les questions d'environnement et sur le changement climatique est entamée depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, une des plus récentes études à ce sujet a été réalisée par notre « National Intelligence Council » (Conseil National d'Intelligence) en 2008. Ce Conseil est le centre de recherche chargé d'identifier les questions stratégiques de moyenne et longue portée. Il produit, entre autres, les « National Intelligence Estimates » (NIEs).

L'étude en question s'intitule « *Implications jusqu'à 2030 pour la sécurité nationale dues au changement climatique global* »; Nos services de renseignement ne faisant pas de recherche scientifique sur le climat, cette étude a pris comme base de réflexion le quatrième rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). Elle est le produit d'une collaboration avec d'autres départements du gouvernement fédéral et avec plusieurs universités.

Le but était d'identifier les problèmes de sécurité engendrés pour les Etats-Unis par les éventuels changements climatiques dans les vingt ans à venir. La principale conclusion est que le changement climatique aurait d'importantes conséquences pour la sécurité nationale. Même si les Etats-Unis seraient moins affectés et sont mieux équipés que nombre de nations pour réagir aux changements climatiques, et

que nous pourrions même voir une légère augmentation de notre production agricole, les modifications nécessaires de l'infrastructure militaire, commerciale et économique seront coûteuses. Les conséquences pour les missions éventuelles de nos forces armées seront considérables.

Ceci dit, la conséquence la plus importante pour les Etats-Unis sera indirecte, résultant des problèmes dus au changement climatique surgissant dans d'autres pays. Nous jugeons que le changement climatique, en soi, ne produirait probablement pas l'effondrement des Etats, mais qu'il aggraverait les problèmes déjà existants tels la pauvreté, les tensions sociales, la dégradation de l'environnement, l'inefficacité gouvernementale et la faiblesse des institutions politiques. Cela représente une menace pour la sécurité intérieure de certains Etats, rendant possible des conflits intérieurs, particulièrement des conflits pour l'accès à l'eau. Ceci augmentant les motifs de migration économique, à l'intérieur des pays, et des pays pauvres vers les pays riches.

A l'horizon 2030, l'étude s'appuie sur deux hypothèses: premièrement la température va s'élever d'un demi degré Celsius et le niveau des mers monter de 75 millimètres, deuxièmement la carence en eau va devenir de plus en plus importante dans plusieurs régions, y compris certaines parties de l'Asie, de l'Afrique et du sud ouest des Etats-Unis. Du point de vue de la sécurité nationale, ces changements sont potentiellement néfastes pour la survie des populations, à travers le manque d'eau et de nourriture, les problèmes de santé, les conflits etc... et sur la propriété, du fait des inondations, de l'érosion des zones côtières et des événements météorologiques extrêmes.

Avec ses menaces potentielles pour la stabilité interne des états, l'accès aux voies maritimes, et, plus généralement, le bon fonctionnement du système commercial, le changement climatique est générateur de conséquences géopolitiques et géostratégiques non négligeables. Comme la France et nos partenaires Européens, les Etats-Unis dépendent du bon fonctionnement du système commercial international, système qui assure le libre échange et l'accès aux marchés des matières premières tels que le pétrole et le gaz.

Bien qu'aucun pays ne puisse échapper aux effets du changement climatique, certains – en particulier les nôtres – seraient plus à même de réagir de manière efficace. La plupart des pays qui auraient le plus à souffrir se trouvent en Afrique Sub-Saharienne, au Moyen Orient et en Asie Centrale et du Sud-Est. Les problèmes survenant dans ces Etats auraient des conséquences négatives. Même si l'impact sur la croissance économique globale jusqu'en 2030 serait probablement

minime, les conséquences économiques dans certains pays pourraient être considérables.

Cette étude met en exergue deux problèmes clés: la production agricole et la migration. Globalement la production agricole semble pouvoir augmenter d'ici 2030, mais beaucoup de pays en voie de développement qui se situent dans une zone autour de l'équateur souffriront plus que d'autres. Comme déjà noté, la migration constitue aussi un problème sécuritaire – pour les états mal équipés pour soutenir un afflux massif de population de la campagne vers les grandes villes, et pour les états riches, qui n'ont pourtant ni les ressources ni la volonté politique d'accepter les migrants en masse.

L'étude a évalué l'impact du changement climatique dans plusieurs régions du monde et aux Etats-Unis même. Nos forces armées risquent d'être plus souvent appelés à assurer la stabilité des états pris par des conflits liés à l'alimentation et à l'eau. Ainsi une augmentation des crises humanitaires nécessitera une plus grande capacité de réponse de la communauté internationale, ce qui réduira nos capacités militaires à maintenir notre «strategic readiness » (rapidité d'intervention) pour des opérations de combat. [Sur le plan économique, certains pays – en particulier les principaux émetteurs de gaz à effet de serre - pourraient demander des amendements *aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce* de l'Organisation Mondiale du Commerce. Sur le plan diplomatique, le changement climatique occupe de plus en plus de place dans les forums internationaux et nécessitera des moyens diplomatiques plus importants, soutenus par des experts scientifiques.]

L'intérêt des services de renseignement ne faiblit pas. Le 25 septembre dernier la CIA a ouvert un « Center on Climate Change and National Security » (Centre de Changement Climatique et Sécurité Nationale) » pour servir de centre de référence à ce sujet. L'objet de ce centre n'est pas scientifique, mais l'étude de l'impact sur notre sécurité nationale des phénomènes tels que la désertification, la montée des eaux, les mouvements de populations et le compétition croissante pour les ressources naturelles. Par là, il étudiera les effets des déterminants environnementaux sur la stabilité politique, économique et sociale outre-mer.

Le changement climatique est donc sur les écrans radar de nos services de renseignement, mais aussi sur les écrans radar militaires du Pentagone. En février de cette année le Département de la Défense a publié son rapport quadriennal sur la défense (Quadriennial Defense Review ou QDR) une étape importante sur la voie de l'institutionnalisation complète de la réforme en cours et de la transformation

des forces armées américaines ; des réorientations qui traduisent les impératifs d'aujourd'hui et les menaces les plus probables et les plus mortelles pour l'avenir. Il n'est pas étonnant que ce rapport – en ce qui concerne le changement climatique et les ressources naturelles – aboutit à des conclusions similaires à celles des services de renseignement déjà cités.

Ce rapport identifie toute une gamme de défis futurs en matière de sécurité, allant des programmes de modernisation des forces armées d'autres pays à l'élaboration par des groupes non gouvernementaux de moyens plus ingénieux et destructeurs d'attaquer les Etats-Unis et leurs alliés. Il cite des menaces bien connues et comprises, telles la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et les menaces terroristes internationales ; mais il note aussi, et je cite: « *D'autres tendances puissantes vont probablement accroître encore plus la complexité de l'environnement sécuritaire. La demande croissante en ressources, l'urbanisation rapide des zones littorales, les effets du changement climatique, l'apparition des nouvelles souches de maladies et les profondes tensions culturelles et démographiques dans plusieurs régions ne constituent que quelques unes des tendances dont l'interaction complexe est susceptible de déclencher ou d'exacerber des conflits futures* »

Pour défendre et servir nos intérêts nationaux, le Département de la Défense répartit les ressources et évalue les risques entre quatre objectifs prioritaires: remporter les guerres actuelles, empêcher et prévenir les conflits, se préparer pour faire face à toutes sortes de situations, et préserver et améliorer une armée composée entièrement de volontaires. C'est sur les deuxième et troisième objectifs que l'on trouve les problèmes liés au changement climatique et à la compétition pour les ressources naturelles.

[Depuis longtemps les Etats-Unis s'efforcent de servir les intérêts communs sans recourir aux armes, en empêchant et en prévenant les conflits pour assurer l'équilibre du système international. Pour faire face aux menaces, le militaire constate qu'il faut recourir parallèlement au renseignement, à la diplomatie, au développement économique et au respect des lois pour assurer une stabilité politique et économique. Une telle approche exige une étroite collaboration avec nos alliés et partenaires.

Mais, si la dissuasion échoue, et si des adversaires menacent nos intérêts, les Etats-Unis doivent être prêts à réagir. Toutes les situations n'entraîneront pas nécessairement le recours aux forces armées mais, le Département de la Défense doit pouvoir apporter des solutions au Président, quelles que soient les situations.]

Le rapport a mis l'accent sur quatre domaines pour lesquels la réforme est considérée comme « impérative » l'un d'eux s'intitule « *Elaborer une approche stratégique en ce qui concerne le climat et l'énergie* ».

D'un coté le changement climatique va modifier le rôle, les missions et l'environnement dans lequel nos forces opèrent. Les demandes d'assistance humanitaire, de réponse aux catastrophes naturelles et de soutien pour les régimes fragilisés par les conséquences du changement climatique, risquent d'augmenter.

D'un autre coté nous serons obligés d'adapter nos infrastructures pour les changements à venir. Déjà plus de trente de nos installations militaires dans le monde sont soumises à un risque élevé de montée des eaux. Notre rapidité d'intervention dépend de l'accès à ces infrastructures. Un bilan exhaustif et un budget prévisionnel sont nécessaires pour adapter ces installations.

Je voudrais conclure par deux citations récentes qui montrent que nos dirigeants restent attentifs à ces problèmes.

Dans un discours sur la réforme militaire à Washington en décembre dernier, notre Député Secrétaire à la Défense William Lynn a dit: « *Au sujet du changement climatique, le département tourne son regard sur la manière dont les insuffisances des ressources naturelles contribuent au conflit... Nous savons que le changement climatique aggravera les insuffisances d'eau et d'alimentation, augmentera la propagation des maladies, et peut contribuer à la migration à l'intérieur des états aussi bien qu'à travers les frontières.* »

Dans un discours pour la journée mondiale de l'eau, il y a juste un mois, à Washington, Madame le Secrétaire d'Etat Hilary Clinton, a dit: « *l'accès aux réserves fiables d'eau potable est une question de sécurité humaine. C'est aussi une question de sécurité nationale. Et c'est pourquoi le Président Obama et moi tenons compte que l'eau est une partie intégrante du succès de beaucoup de nos principales initiatives en politique étrangère.* »